



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1181

26 Mars 2015

- **Des milliers d'haïtiens encore menacés d'expulsion à deux jours d'une rencontre avec les autorités de la République Dominicaine**
- **Considérations techniques sur l'interdiction d'importation de fruits et légumes dominicains**
- **Des organisations paysannes alertent sur une terrible insécurité alimentaire**
- **Élections : Les rassemblements politiques se multiplient au Plateau central**

» Des milliers d'haïtiens encore menacés d'expulsion à deux jours d'une rencontre avec les autorités de la République Dominicaine

La veille d'une rencontre binationale, le 27 mars, entre les autorités d'Haïti et de la République Dominicaine, des milliers d'haïtiens vivant en territoire dominicain sont encore menacés d'expulsion. Cette rencontre binationale fait suite aux discussions entre le chancelier haïtien Duly Brutus et son homologue dominicain Andres Navarro, le 13 mars à Jimani, ville dominicaine limitrophe de la frontière haïtienne. En dépit de ces pourparlers, des centaines d'haïtiens vivant en situation irrégulière en territoire dominicain et plus de 300 000 Dominicains descendants d'haïtiens sont encore menacés d'expulsions forcées à partir du 16 juin 2015, date limite du processus de régularisation, indique un bulletin du bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Haïti. La nécessité de se préparer à répondre à un éventuel rapatriement de ces personnes a été soulignée lors des rencontres du mois de mars entre l'Office national des migrations (ONM) et ses partenaires. L'ONM, appuyé par le système des Nations Unies en Haïti et d'autres partenaires internationaux, se mobilise afin de répondre de manière efficace à un éventuel flux migratoire. Depuis quelque temps, le très faible pourcentage d'haïtiens régularisés et les faibles résultats du Programme d'identification et de documentation des immigrants haïtiens (PIDIH), fait craindre des rapatriements massifs et l'accueil d'apatrides en Haïti.

Des organisations de défense des droits des migrants souhaitent une réorientation et une prorogation du Plan national de régularisation des étrangers en situation irrégulière en République Dominicaine (PNRE), mis en place au bénéfice des migrants haïtiens en vue d'éviter d'autres rapatriements. Une remontée de l'anti-haïtianisme, conduisant même à l'expulsion d'un nombre croissant d'haïtiens, sans vérification de leur statut d'immigration, a été observée depuis l'assassinat, entre autres, d'un migrant haïtien du nom de Claude Harry Jean, en territoire dominicain, le 11 février. Des rapatriements se sont poursuivis au niveau des points frontaliers notamment à la frontière de Belladère/Elias Piña, où des femmes séparées de leurs enfants ont été rapatriées par des militaires dominicains début mars. Entre-temps, des organisations haïtiennes et dominicaines se disent préoccupées par rapport à l'éventualité de déportations massives de milliers de migrants/migrantes haïtiens, à l'expiration du programme de régularisation, à la fin juin 2015. Tous les citoyens haïtiens présents illégalement en République Dominicaine au terme du processus de régularisation des étrangers seront susceptibles d'être expulsés, a confirmé cette semaine Ruben Silié Valdez, ambassadeur dominicain en Haïti. (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17976>)

» Considérations techniques sur l'interdiction d'importation de fruits et légumes dominicains

Des considérations techniques sont en cours d'examen en ce qui concerne l'interdiction d'importation de 27 fruits et de 4 légumes en provenance de la République Dominicaine, indique à AlterPresse le secrétaire d'État à la production animale, Michel Chancy. La population sera informée de la décision finale en temps et lieu, fait savoir M. Chancy. Une interdiction provisoire d'importer

des fruits et légumes, en provenance de la République Dominicaine, a été annoncée par le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural, dans un communiqué du 20 mars 2015. Suite à un premier rapport de spécialistes sur la question, cette mesure d'interdiction a été prise en vue d'éviter une contamination des produits sur le

territoire haïtien par la mouche méditerranéenne des fruits, qui a déjà envahi la zone de Punta Cana en République Dominicaine. Les spécialistes haïtiens et dominicains des services de protection sanitaire, appuyés d'une assistance internationale, continuent d'évaluer la situation pour la sortie d'un deuxième rapport afin de déterminer ce qui devrait être pris comme autre mesure. Au début du mois de juin 2013, une interdiction des produits avicoles en provenance de

la République Dominicaine a été prise par le gouvernement haïtien à cause de l'existence de foyers d'infections respiratoires très aiguës dans le pays voisin. Cette interdiction d'importation des œufs n'avait pas totalement été respectée dans plusieurs points frontaliers, notamment à Toman, une localité de Ganthier, non loin de Fonds-Parisien (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17963>).

>> Des organisations paysannes alertent sur une terrible insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire, qui sévit notamment dans la paysannerie en Haïti, est terrible, alertent des représentants d'organisations paysannes. Fin 2014, l'ingénieur-agronome Gary Mathieu, directeur de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire annonçait une hausse de l'insécurité alimentaire pour le début de 2015, en même temps qu'une tendance à l'accroissement des prix des produits, compte tenu de l'anticipation d'une baisse des stocks. La sécheresse est devenue chronique à cause de la dégradation de l'environnement, signale le Mouvement national des paysans du congrès de Papaye, rapportant plusieurs pertes de bétails enregistrées dans le Nord-Est et le Nord-Ouest. Dans l'Artibonite, des travaux d'entretien de canaux d'irrigation, qui pourraient faciliter la production du riz, ne sont pas effectués. Parallèlement à l'augmentation du coût de la vie, beaucoup de paysans se retrouvent sans semences, au début de la période de campagne agricole de printemps. Généralement, le pouvoir en place ne cible que de petits groupes (qui lui sont proches) lors des campagnes agricoles. Des semences, distribuées dans

certains départements du pays par le ministère de l'agriculture, n'ont profité qu'aux partisans du gouvernement. Mettre en œuvre un véritable programme de distribution massive de semences, notamment en ce qui concerne les pois qui se vendent actuellement très cher dans certaines zones du pays, mettre des outils agricoles à disposition des paysans et entreprendre le nettoyage des systèmes d'irrigation sont, entre autres, les recommandations faites au ministère de l'agriculture, par les organisations paysannes. En février 2015, les prix de différents types d'haricots ont été plus élevés dans plusieurs départements du pays, comme au Cap-Haïtien, aux Gonaïves (Nord) et à Ouanaminthe (Nord-Est). Pour une augmentation de la production agricole, la campagne agricole de ce printemps devrait bénéficier principalement de l'accès aux crédits et de la création de fermes agricoles en faveur des paysans. Le manque d'engrais, de semences, d'outils agricoles et d'accès des paysans aux crédits constituent les principales difficultés rencontrées au niveau de l'agriculture, souligne le Réseau national des paysans haïtiens.

>> Élections : Les rassemblements politiques se multiplient au Plateau central (Correspondance Ronel Odette)

Plus d'une semaine après la publication du calendrier électoral, le Plateau central s'agite et les rencontres politiques se multiplient. Plus d'une quinzaine de candidats, membres des partis Fusion des sociaux démocrates, Organisation du peuple en lutte, Fanmi lavalas, Inite, Parti tèt kale et d'autres, ont commencé à rassembler les documents pour constituer leurs dossiers de candidatures. Certains d'entre eux se sont déjà rendus au tribunal de paix de Hinche pour l'obtention de leur certificat de bonne vie et mœurs. Il y a des réunions politiques un peu partout dans le haut Plateau central. Au centre de formation des cadres paysans de Papaye, à 8 kilomètres de Hinche, environ 600 éducatrices/éducateurs populaires, communément appelés animateurs, et des membres du directoire du parti Kontra pèp la se sont réunis en session spéciale, du 18 au 20 mars, pour discuter autour des questions

électorales. En plus d'un président de la république, les scrutins prévus entre août et décembre 2015 doivent permettre d'élire 20 sénateurs, 119 députés et des centaines de membres des collectivités territoriales. A Thomonde, les candidats à la députation, au Sénat et aux municipalités ont profité de la fête patronale de Saint Joseph, le 19 mars dernier, pour mobiliser leurs sympathisants dans le cadre des prochaines joutes électorales. A Thomassique, depuis la publication du second arrêté présidentiel octroyant le statut de circonscription électorale à cette commune, le nombre de prétendants à la députation qui tend à augmenter considérablement. Coté sécurité, l'ambiance est loin de l'apaisement, avec la répétition d'actes de banditisme sans dispositions de prévention appropriée de la police nationale.

A lire également :

- Les universités d'Haïti et de France liées par une convention de partenariat pour 5 ans (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17969>);
- Visite de François Hollande le 12 mai 2015 en Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17964>);
- Les violences visant des religieux catholiques romains continuent d'inquiéter (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17966>);
- 37 millions de gourdes détournées à la Cscga, Nonie Mathieu accusée (<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/142667>).